

Les relations troubles des politiciens français avec le Qatar

C'est connu. Les hommes politiques français aiment bien donner des leçons de démocratie et de transparence aux autres, mais lorsqu'il s'agit d'eux, ils ont du mal à se les appliquer. C'est ce que démontre le dernier livre, Nos très chers émirs, de Georges Malbrunot et Christian Chesnot.

Deux journalistes français, Georges Malbrunot et Christian Chesnot, ont ausculté les relations de certains hommes politiques français avec les régimes des pays du Golfe, à leur tête le Qatar et l'Arabie Saoudite. Le brûlot est riche en anecdotes qui épinglent des représentants de la République française, qui se gargarisent à longueur de journée de discours moralisateurs.

En kiosque depuis la semaine dernière, le livre raconte l'histoire d'un poids lourd du gouvernement de Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen. Ministre chargé des Relations avec le Parlement, il a usé de son influence pour convaincre l'ambassadeur du Qatar en France, Mashaal Al Thani, de travailler avec une agence de communication appartenant à un proche de lui.

Récapitulons. Excédé par les critiques récurrentes qui visent son pays, le Qatar, l'ambassadeur de ce petit émirat pétrolier a cherché à engager une agence de communication pour redorer le blason de son pays en France. Cette agence devait aussi agir en amont pour empêcher les critiques qui viseraient cet émirat. Jusque-là rien d'anormal. Mais c'est l'intervention du ministre français chargé des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, qui va donner une autre tournure au projet qatari.

«Je vous protégerai à l'assemblée nationale et au Sénat»

Selon un officiel à Doha, dont l'identité n'a pas été révélée dans le livre, Jean-Marie Le Guen a usé de menaces d'une façon indirecte. «Il disait à nos diplomates à Paris, raconte l'officiel qatari : "En tant que ministre chargé des Relations avec le Parlement, je tiens tous les députés et sénateurs de mon camp, via les questions au gouvernement. Je peux bloquer des questions hostiles au Qatar ou au contraire les alimenter. Mais je n'ai pas à le faire gratuitement".» Gêné, l'ambassadeur a expliqué au ministre français que ce n'est pas de cette manière que le Qatar agit. Mais Le Guen a insisté en lui répondant : «Avec cette agence de communication, je vous protégerai à l'Assemblée nationale et au Sénat.»

Selon les propos rapportés par les journalistes dans le livre, le ministre français avait proposé que l'ambassade du Qatar signe un contrat avec la société de communication de son homme de confiance, un certain Alexandre Medvedowsky. Ce dernier lui aurait reversé 10 000 euros de commissions, mensuellement. Nos très chers émirs s'est aussi intéressé à Rachida Dati, l'ex-ministre de la Justice sous Nicolas Sarkozy. Un temps très proche du Qatar, avec lequel elle voulait créer un centre régional de justice, l'actuelle maire du très chic 7^e arrondissement de Paris est en disgrâce avec l'Emirat.

Rachida Dati indésirable au Qatar

Elle figure même sur la liste noire des personnalités indésirables au pays. Mme Dati, pour rester dans le jeu politique, avait envisagé de créer une association d'ambassadeurs et d'hommes politiques habitant dans son arrondissement. Pour financer son projet, elle a réclamé au Qatar 400 000 euros. Surpris et gêné par une telle demande, l'ambassadeur du Qatar a refusé gentiment, estimant que le Qatar n'est pas le coffre-fort de la France.

Fâchée, l'ex-ministre de la Justice est allée le lendemain sur les radios et les télévisions critiquer le Qatar et l'accusant, avec l'Arabie Saoudite, de livrer une guerre sans merci aux chiites et de financer le terrorisme. Pourtant, Mme Dati a longtemps bénéficié des largesses du royaume. Elle a effectué plusieurs voyages à Doha, emmenant même avec elle sa mère et son père, d'après les écrits consignés dans le livre.

L'histoire de Nicolas Bays, un député socialiste inconnu du bataillon de l'Assemblée nationale, est encore édifiante. Sans scrupules et toute honte bue, il a envoyé un SMS à l'ambassadeur du Qatar pour lui demander de lui payer un billet d'avion avec sa femme et son fils. Il a écrit : «J'ai des problèmes financiers actuellement. La mère de mon jeune enfant est fatiguée. Je voudrais l'emmener à l'étranger, mais mon budget est un peu serré. Peux-tu me faire inviter dans un hôtel à Doha et nous payer un billet d'avion sur Qatar Airways ? Cela m'aiderait, s'il te plaît.»

Choqué par un tel message inattendu, l'ambassadeur du Qatar lui a répondu avec tact et diplomatie : «Bonjour Nicolas. J'espère que la mère de ton enfant va mieux. Je suis désolé, le Qatar ne paie pas de vacances aux gens, même à moi l'ambassadeur. Je t'invite à regarder sur le site de Qatar Airways, la compagnie fait des promotions en ce moment.»

Sarkozy le qatari, Hollande le saoudien

D'autres exemples font légion dans le livre. Comme celui de Dominique de Villepin, qui a refusé de répondre à une invitation qatarie, car son billet n'était pas en première classe mais en classe affaires.

Ou comme une autre sénatrice, Nathalie Goulet, qui aurait téléphoné à l'ambassade du Qatar pour demander pourquoi n'a-t-elle pas reçu son cadeau de fin d'année, contrairement à d'autres sénateurs ? Tous les hommes et femmes politiques cités dans le livre ont bien évidemment démenti les informations rapportées.

C'est en 2007 que la lune de miel a commencé entre le Qatar et la France. Sarkozy a fait des bras et des mains pour attirer les capitaux de ce richissime émirat. Il a multiplié les visites et invité plusieurs fois l'ex-émir Mohamed Hamed al Khalifa. Mais avec l'arrivée de François Hollande au pouvoir en 2012, Paris change de braquet et penche plutôt vers l'Arabie Saoudite, jugée plus stable et plus riche.

Exit donc Doha et bonjour Riyad. M. Hollande a même fait une visite d'Etat en Arabie Saoudite, couronnée par la signature de nombreux contrats estimés à plus de 20 milliards de dollars. La France a également vendu 24 Rafales à l'Egypte et beaucoup d'armes au Liban, mais c'est l'Arabie Saoudite qui a réglé la facture. En revanche, Paris a fermé les yeux sur les

soupçons qui pèsent sur l'Arabie Saoudite, comme le financement du terrorisme international. Mais comme dit la citation «business is business».

Yacine Farah